La Russie et le Moyen-Orient : entre islamisme et occidentalisme

Par **Andreï P. Tsygankov**

Andreï P. Tsygankov est professeur de relations internationales et de science politique à l'université d'État de San Francisco. Il est l'auteur de *Russia and the West from Alexander to Putin* (Cambridge, Cambridge University Press, 2012), *Russophobia: Anti-Russian Lobby and American Foreign Policy* (New York, Palgrave Macmillan, 2009) et *Russia's Foreign Policy: Change and Continuity in National Identity* (Lanham, MD, Rowman & Littlefield, 2006).

Traduit de l'anglais par Cécile Tarpinian.

Au-delà des intérêts de puissance, le rejet de l'islamisme et de l'occidentalisme explique la position présente de la Russie au Moyen-Orient. Radicalisme menaçant directement la Fédération, l'islamisme incite Moscou à tendre la main aux régimes qui le combattent. Ethnocentrisme des démocraties visant à assurer leur domination, l'occidentalisme pousse la Russie à s'opposer à l'interventionnisme dans la région des puissances occidentales, tout en affirmant une voie civilisationnelle propre.

politique étrangère

Dans les relations entre la Russie et l'Occident, la crise syrienne a exacerbé des tensions développées dès les années 1990. La première s'est montrée critique vis-à-vis des pressions exercées par le second sur l'Iran pour le pousser à respecter le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et s'est opposée à l'usage de la force en ex-Yougoslavie ou en Libye. Les liens noués entre l'ancien président Dmitri Medvedev et son homologue Barack Obama ont permis, un temps, un rapprochement, mais cette embellie n'a pas résisté aux bouleversements politiques du Moyen-Orient. Si les résultats de ces transformations sont encore flous, ils ont déjà mis au jour des divergences fondamentales entre les visions qu'ont la Russie et l'Occident du Moyen-Orient et de son avenir.

Les observateurs occidentaux expliquent souvent le peu d'empressement russe à coopérer avec l'Occident sur les dossiers moyen-orientaux par des considérations de puissance, de prestige, par des différences de

valeurs entre Russes et Occidentaux[1]. Si l'on peut admettre l'hypothèse d'un désaccord de valeurs, il ne semble pourtant pas que cette contradiction entraîne un manque de volonté russe d'aplanir les divergences et de coopérer avec l'Occident.

Le postulat de départ est que la Russie se perçoit comme une civilisation à fort ancrage régional, ayant des liens privilégiés avec l'Occident et le monde islamique, qui se nourrissent d'une histoire séculaire et qui doivent être préservés si la Russie veut rester une entité cohérente aux plans culturel et politique. Dans une telle vision, l'intérêt de Moscou n'est pas d'encourager les tendances radicales, à l'Ouest ou dans le monde islamique, mais de favoriser le dialogue et la négociation. Ces deux mondes doivent s'entendre et non s'imposer mutuellement leurs valeurs ; la charia, pas plus que la démocratie à l'occidentale, ne peut prétendre fonder la paix ni triompher par la force. Pour sa propre survie, la Russie doit s'attacher à saper ce qu'elle voit comme les tendances extrêmes des systèmes et pratiques politiques de l'islam et de l'Ouest – l'islamisme et l'occidentalisme –, en encourageant les éléments modérés de ces deux mondes, pour que se dégagent des solutions mutuellement acceptables. En tentant d'élaborer une voie moyenne entre les deux écueils de l'islamisme et de l'occidentalisme, Moscou entend s'associer aux éléments modérés et pragmatiques des deux univers.

Les « phobies culturelles » de la Russie

Les composantes culturelles de la nation russe

Aux frontières de l'Ouest et de l'Est, la nation russe a cherché à intégrer les influences des deux mondes. À la civilisation occidentale l'unit une forte affinité culturelle. Puissance chrétienne, la Russie a gardé conscience d'une parenté culturelle avec l'Ouest sous la domination mongole, qui a parallèlement renforcé le sentiment d'une menace exercée par les populations étrangères ou non chrétiennes du Sud. L'Europe, l'Occident en général, ont figuré l'Autre et occupé une place centrale dans les débats de l'Empire sur l'identité nationale. Les occidentalistes russes voyaient dans l'Europe de l'Ouest un modèle à suivre, les slavophiles voulant faire de la Russie la puissance dominante de la civilisation européenne. S'ils divergeaient sur ce point, les deux courants voyaient dans l'Europe et dans l'Occident l'environnement signifiant

1. Voir par exemple A. Cohen, « Putin's New 'Fortress Russia' », *The New York Times*, 18 octobre 2012 ; J. Arquilla, « Yes, Russia Is Our Top Geopolitical Foe », *Foreignpolicy.com*, 17 septembre 2012.

au sein duquel les dirigeants du pays devaient défendre leur vision de l'honneur et des intérêts nationaux[2].

L'histoire russe est marquée par une volonté de reconnaissance par l'Autre occidental et de modernisation sur son modèle. Bien que l'Europe n'ait jamais admis sans réserve la Russie comme partie intégrante d'elle-même, les dirigeants russes se sont approprié les idées européennes. Cette prégnance de l'identification à la civilisation occidentale explique la tendance historique de la Russie à rechercher la coopération de l'Occident, et en particulier des nations européennes. Moscou s'est ainsi attaché à développer ses relations avec l'Europe et a combattu à ses côtés dans de multiples conflits, dont la première guerre nordique contre la Suède (1655-1660), la guerre de Sept Ans contre la Prusse (1756-1763), la guerre contre la France napoléonienne, les Première et Seconde Guerres mondiales et, plus récemment, la « guerre contre le terrorisme ».

Nation chrétienne, la Russie a pourtant noué des liens forts avec les populations musulmanes d'Eurasie. L'Empire russe a toujours connu des tensions entre les Russes et les autres populations, mais ces tensions ont été moins prononcées que dans les empires coloniaux d'outre-mer. Pour Geoffrey Hosking, « les territoires annexés devenaient des composantes à part entière de l'Empire dès que cela était faisable[3]. » C'est entre chrétiens et musulmans que les relations étaient les plus difficiles, mais la Russie a peu à peu appris à cohabiter avec l'islam. À partir du règne de Catherine II, l'Empire a développé des relations spéciales avec l'islam en soutenant les dirigeants musulmans qui acceptaient les grandes orientations impériales, et a même joué le rôle d'arbitre dans des différends entre musulmans, de la Volga jusqu'en Asie centrale[4]. De fait, à compter de la seconde moitié du XIXe siècle, les penseurs russes ont commencé à remettre en question leur tropisme européen pour se tourner vers l'Est, vu non plus comme un territoire arriéré mais comme une source d'enseignements utiles. À la suite de l'humiliante défaite russe en Crimée, certains philosophes, à l'instar de Nikolaï Danilevski ou de Constantin Léontiev, se montrent

« Tentation de l'Occident » contre « eurasisme »

2. Pour un approfondissement de cette idée, voir I.B. Neumann, *Russia and the Idea of Europe: A Study in Identity and International Relations*, Londres, Routledge, 1996 ; R. English, *Russia and the Idea of the West: Gorbachev, Intellectuals, and the End of the Cold War*, New York, Columbia University Press, 2000 ; A.P. Tsygankov, *Russia and the West from Alexander to Putin: Honor in International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.
3. G.A. Hosking, *Russia: People and Empire, 1552-1917*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1997, p. 40.
4. R.D. Crews, *For Prophet and Tsar: Islam and Empire in Russia and Central Asia*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2006. L'Empire ottoman a développé le même type de relations avec ses minorités juive et chrétienne (D. Lieven, *Empire: The Russian Empire and Its Rivals*, New Haven, CT, Yale University Press, 2001, p. 149).

réticents vis-à-vis de l'Europe et soutiennent que la Russie constitue un « type historico-culturel spécifique », qui ne peut se considérer comme appartenant à la civilisation européenne. Au début du XXe siècle, des intellectuels émigrés élaborent la théorie d'une Russie comme civilisation essentiellement non européenne, mais « eurasienne » – théorie encore influente aujourd'hui[5].

Le discours dominant actuellement en Russie décrit une culture intégrant à la fois des éléments occidentaux et orientaux, tout en préservant sa propre spécificité et sa cohérence. Les adeptes d'une approche dite civilisationnelle pensent que la Russie doit promouvoir sur la scène internationale ses valeurs culturelles propres, plutôt que de simples intérêts étatiques. Pour eux, face à la crise économique mondiale, Moscou doit s'appuyer sur un nouveau projet civilisationnel pour réassurer ses fondations culturelles et préserver ses relations avec les autres puissances. Certains mettent en avant la capacité de la Russie à mobiliser son influence culturelle grâce à sa position de « carrefour » de l'Eurasie et en reliant ses périphéries méridionales, occidentales et orientales par le développement d'axes de transport traversant la Russie et les ex-républiques soviétiques[6]. Le discours culturel commence à se faire entendre au Kremlin et les débats de politique étrangère sont davantage articulés en termes de catégories culturelles. Les dirigeants russes ont identifié deux menaces majeures, qui s'opposent à leur vision de la Russie comme civilisation au carrefour de l'Occident et du monde islamique.

L'islamisme

La première menace est posée par un islam radicalisé et militant, autrement dit par l'islamisme. Experts et politiques russes évoquent souvent des liens spéciaux avec les musulmans, tout en distinguant le « fondamentalisme » de l'« extrémisme » islamiques. L'ancien ministre des Affaires étrangères et orientaliste Evgueni Primakov voit par exemple la plupart des Arabes musulmans comme des fondamentalistes, observant les rites traditionnels de l'islam, mais ne menant pas d'actions violentes et ne représentant donc pas une menace[7]. Il distingue nettement entre les États musulmans et l'islam incarné par les Talibans, qu'il définit comme un « extrémisme islamique ». Selon lui, la Russie doit soutenir les premiers et isoler les seconds.

---

5. Pour plus de détails, voir A.P. Tsygankov, « Self and Other in International Relations Theory: Learning from Russian Civilizational Debates », *International Studies Review*, vol. 10, n° 4, 2008.
6. Voir par exemple K. Gadziyev, *Geopolitičeskiye gorizonty Rossiyi: kontury novogo mirovogo porâdka*, Moscou, Ekonomika, 2007.
7. E. Primakov, *Russia and the Arabs: Behind the Scenes in the Middle East from the Cold War to the Present*, trad. Paul Gould, New York, Basic Books, 2009.

Dans un état d'esprit similaire, Vladimir Poutine a exprimé à plusieurs reprises son respect pour l'islam traditionnel comme composante du tissu religieux, culturel et social russe, tout en distinguant cet islam de « toute forme d'extrémisme et d'intolérance religieux[8] ».

La crainte russe d'un islam militant s'enracine dans un terreau national[9]. L'influence croissante des idéologies islamistes, l'immigration en hausse des musulmans issus des ex-républiques soviétiques et une politique d'État défaillante en matière d'intégration économique et politique du Caucase du Nord ont généré une situation explosive. D'abord cantonné à la Tchétchénie, le terrorisme islamiste s'est propagé à d'autres zones de la région – Daghestan, Ingouchie, Kabardino-Balkarie, Ossétie du Nord. Depuis l'attaque d'un théâtre moscovite en octobre 2002, les djihadistes tchétchènes se sont employés à mener des actions violentes dans la capitale russe. Dans la période 2010-2012, la Russie a été confrontée à un nouveau progrès de la violence terroriste. Le 29 mars 2010, deux femmes kamikazes, formées par l'émir autoproclamé du Caucase Dokou Oumarov, ont fait sauter leurs explosifs dans une rame de métro à Moscou, faisant 40 morts et de nombreux blessés. Autre attaque majeure : en mars 2011, une bombe explose dans le plus grand aéroport moscovite, Domodedovo, faisant 36 morts et 180 blessés. Le Kremlin a répondu à ces attaques en élaborant une nouvelle stratégie antiterroriste dans le Caucase[10], sans parvenir à réduire la violence. À l'été 2012, elle a gagné le Tatarstan où ont été assassinés deux *leaders* musulmans modérés. Événement plus significatif peut-être, le 29 août 2012, une femme kamikaze a tué un influent imam modéré du Daghestan, cheikh Saïd Atsaiev, impliqué dans des négociations avec les islamistes radicaux[11].

L'occidentalisme

Le second obstacle à la démarche culturelle de la Russie est identifié comme un courant radical et ethnocentrique dans la civilisation occidentale même – l'occidentalisme. Cette tendance présente les valeurs occidentales comme supérieures à celles du reste du monde et pose la légitimité d'actions hégémoniques et militaires vis-à-vis des autres nations. Les occidentalistes considèrent avec suspicion toute démarche de l'autre visant à être reconnu et tendent systématiquement à la rejeter ou à s'y opposer.

---

8. « Islam Is Inseparable Part of Russia's Society and Culture – Putin », *Russiatoday.com*, 30 août 2012.
9. R. Dannreuther, « Russia and the Middle East: A Cold War Paradigm? », *Europe-Asia Studies*, vol. 64, n° 3, 2012, p. 545 ; I. Zvyagelskaya, *Beyond the 'Arab Spring': Russia's Security Interests in the Middle East*, Paris, Ifri, 2012, « Note de l'Ifri », p. 5.
10. « Medvedev Outlines Anti-Terrorism Strategy for North Caucasus », *RIA Novosti*, 1er avril 2010.
11. J. Brooke, « Civil War among Muslims Shakes Russia's South », *Voice of America*, 30 août 2012.

Certains travaux décrivent le phénomène de l'occidentalisme miroir de l'Orient, développé par les Européens pour justifier l'impérialisme dans le monde islamique ; c'est le cas de l'ouvrage d'Edward Saïd, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*. Semblable ethnocentrisme imprègne les analyses de nombreux chercheurs occidentaux depuis que la Russie s'affirme comme une puissance indépendante et continue à inspirer les critiques fréquentes selon lesquelles Moscou refuserait d'adhérer aux institutions occidentales, préférant s'en tenir à ses propres traditions impérialistes et autocratiques[12].

La Russie se montre critique à l'égard de ce qu'elle appelle la tendance occidentaliste depuis la fin des années 1990. Depuis les frappes aériennes de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) contre la Serbie, Moscou considère que la propension occidentale à employer la force pour résoudre les crises internationales représente une menace contre la paix et la stabilité mondiales. Si la Russie a soutenu les États-Unis dans la « guerre contre la terreur » après les attentats du 11 septembre, elle a plaidé pour une réponse mesurée et encadrée par les Nations unies. Elle a appuyé l'intervention américaine en Afghanistan, mais non la guerre en Irak, qui lui apparaissait comme une dérive. V. Poutine voyait dans le terrorisme un phénomène extra-étatique, qu'il n'était possible de vaincre que par une coordination des efforts entre États et non en attaquant des États relativement bien établis comme l'Irak. Pour Moscou, les actions violentes de l'Occident risquaient de provoquer une réponse globale d'une égale violence des islamistes. Ce qui avait commencé comme une opération contre-terroriste en Afghanistan, avec un large soutien international, s'est transformé en « guerre de civilisation » ou en croisade américaine contre les musulmans. Au lieu de favoriser les contacts avec les musulmans modérés, la politique américaine les a isolés, laissant le champ libre aux radicaux. Occidentalisme et islamisme se sont donc heurtés de front, propageant violence et instabilité sur la planète. Pour la Russie – qui compte 20 à 25 millions de musulmans –, s'engager dans une telle « guerre des civilisations » serait suicidaire.

La « tendance occidentaliste » critiquée depuis la fin des années 1990

12. Pour plus de détails, voir M. Poe, '*A People Born to Slavery': Russia in Early Modern European Ethnography, 1476-1748*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2000 ; M. Malia, *Russia under Western Eyes: From the Bronze Horseman to the Lenin Mausoleum*, Cambridge, MA, The Belnap Press of Harvard University Press, 1999 ; D.S. Foglesong, *The American Mission and the 'Evil Empire': The Crusade for a 'Free Russia' since 1881*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007 ; A.P. Tsygankov, *Russophobia: Anti-Russian Lobby and American Foreign Policy*, New York, Palgrave Macmillan, 2009.

Éviter le « clash des civilisations »

Les grands principes

Nation d'une grande diversité culturelle, la Russie prône un dialogue culturel global comme préalable à l'ordre et à la stabilité mondiaux. Nombre d'intellectuels et de politiciens russes refusent l'idée que le conflit entre cultures est une fatalité. Ces dernières doivent au contraire fonder un régime d'« unité dans la diversité », qui leur permette de conserver leurs particularités tout en favorisant le dialogue et la coopération grâce à l'observance de règles communes acceptées par tous. Dans une telle perspective, l'instauration de configurations régionales stables implique de s'affranchir des frontières et divisions traditionnelles, comme celle qui sépare pro-occidentaux et pro-islamiques. Beaucoup, dans les cercles officiels russes, pensent que la Russie gagnerait à s'engager dans une telle démarche. Dans un message de mars 2008 à l'Organisation de la conférence islamique (OCI), V. Poutine assurait que « l'établissement de liens plus approfondis d'amitié et de coopération avec le monde musulman [était] une orientation stratégique de la Russie » et que Moscou « [partageait] les préoccupations concernant le danger d'une division du monde selon des lignes de fracture religieuses ou civilisationnelles[13] ». D'autres personnalités ont présenté la Russie comme un « pont naturel entre civilisations » et souhaité des liens plus étroits avec le monde islamique[14]. D'une manière générale, si le Kremlin est attaché à renforcer ses relations avec l'Europe et les États-Unis, il souhaite garder une capacité d'action indépendante et développer ses liens avec des nations non occidentales.

Dans cette perspective, les nations œuvrant dans un monde culturellement pluraliste devraient avoir pour objectif principal d'assurer le dialogue et la stabilité en interne et entre elles. En cas de crise, les puissances extérieures devraient encourager le dialogue dans le pays, en respectant le droit international et en s'abstenant de toute intervention partisane ; elles devraient faciliter les négociations entre le régime et l'opposition et non s'engager aux côtés d'un parti ou de l'autre. Sanctions ou usage de la force ne devraient être envisagés qu'en tout dernier recours, toujours encadrés par des institutions internationales légitimes comme les Nations unies.

Combattre l'islamisme au Moyen-Orient

Dans la lutte contre l'islamisme, les élites russes ont cherché à renforcer les forces politiques perçues comme modérées au Moyen-Orient. À la suite de

13. « Putin Wants 'Deeper Friendship' with Islamic World », *RFE/RL*, 14 mars 2008.
14. « Russia Ready to Contribute to Alliance of Civilizations Potential », *Itar-Tass*, 16 janvier 2008.

l'intervention américaine en Irak et de la montée de la violence dans le pays, le Kremlin a encouragé l'ouverture d'une conférence internationale sur l'Irak, parallèlement au retrait graduel des forces américaines. Face aux suspicions croissantes sur la volonté de l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire, Moscou a également incité Téhéran à enrichir son combustible nucléaire en Russie. Malgré le refus de l'Iran, le dialogue est resté ouvert entre les deux capitales. En Afghanistan, Moscou a tenté de faire valoir sa propre politique en nommant un représentant spécial du président pour le pays, en développant les liens avec les dirigeants officiels et en établissant une communication séparée avec les *leaders* talibans[15]. En dépit des liens traditionnels qui l'unissent à la Syrie, à la Palestine et à d'autres États arabes, Moscou s'est aussi attaché à approfondir ses relations avec Israël et la Turquie en développant d'ambitieux projets énergétiques et en coopérant avec ces pays pour améliorer la sécurité dans la région de la mer Noire. Agissant hors Quartet, le Kremlin a ouvert un dialogue politique avec les responsables du Hamas, vainqueurs des élections palestiniennes mais refusant de renoncer à la violence contre Israël ou de reconnaître le droit de ce dernier à exister comme État indépendant. En outre, Moscou a condamné la publication au Danemark et dans d'autres pays européens de caricatures du prophète Mahomet, la qualifiant de provocation « inadmissible » à l'égard des musulmans.

Le printemps arabe a soulevé en Russie la crainte d'une déstabilisation régionale et d'une arrivée au pouvoir des islamistes. Moscou y a répondu selon sa ligne de conduite pragmatique, dénuée d'idéologie, en ajustant sa politique aux réalités du Moyen-Orient postrévolutionnaire. Le Kremlin a par exemple pris ses distances avec des dirigeants comme Mouammar Kadhafi, s'abstenant lors du vote de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies instaurant en Libye une *no-fly zone*. Dans le même temps, la Russie s'inquiétait du possible renforcement des tendances extrémistes au Moyen-Orient. De manière concertée, Moscou et Pékin ont opposé leur veto aux projets de résolution du Conseil de sécurité sur la Syrie présentés par les États-Unis et l'Europe. Craignant que ces résolutions ne débouchent sur une intervention militaire et sur un changement de régime en Syrie selon le scénario libyen, le Kremlin préférait agir en faveur de négociations entre Bachar el-Assad et l'opposition armée. En mai 2012, Moscou se montrait plus disposé à accepter un éventuel départ du président syrien, s'il n'impliquait pas un démantèlement du régime[16]. Lors de rencontres avec le président américain en juin et avec le président turc en décembre, V. Poutine a de nouveau exprimé son inquiétude quant à une

15. M.K. Bhadrakumar, « Mullah Omar Gets a Russian Visitor », *Asia Times*, 24 mars 2011.
16. S. Tisdall, « Syria: Why Russia Changed Tack », *The Guardian*, 28 mai 2012.

déstabilisation du pays et de la région après la chute de B. el-Assad. La Russie n'en a pas moins développé des liens avec des membres de l'opposition syrienne se montrant disposés à travailler avec le Kremlin[17].

La politique russe au Moyen-Orient reflète ainsi la crainte du Kremlin d'une « guerre des civilisations » qui s'intensifierait entre nations occidentales et monde islamique, ainsi que son refus d'impliquer la Russie dans une telle guerre[18]. De même que son engagement dans la Première Guerre mondiale peut être vu comme une tragique erreur, Moscou considérerait comme catastrophique la cristallisation d'un front occidentalo-islamique dans lequel la Russie se retrouverait impliquée. La nouvelle approche du Kremlin repose sur la conviction implicite que la menace islamiste en Russie ne peut être combattue efficacement que par une politique de la main tendue au monde islamique. La volonté russe de conciliation avec l'Iran, le Hamas et la Syrie vise ainsi à contrebalancer les erreurs commises par les nations occidentales dans la région – telles que l'appel au boycott des élections en Iran, les tentatives de pression sur les électeurs palestiniens ou le soutien aux rebelles syriens – et à trouver une issue à la logique de confrontation intercivilisationnelle.

La crainte du Kremlin d'une guerre des civilisations

Contenir l'occidentalisme

La politique russe vis-à-vis de l'Occident est marquée par la volonté de distinguer entre acteurs favorables à la négociation, aux évolutions graduelles, et partisans d'une politique de transformation et de changement de régime au Moyen-Orient. Cette dernière position risquant à ses yeux de contribuer à la radicalisation du monde islamique dans son ensemble, Moscou cherche à l'isoler, privilégiant la concertation avec les éléments modérés des cercles politiques américains ou européens. La Russie s'est, par exemple, opposée aux dirigeants occidentaux sur la question d'une intervention militaire ou de sanctions supplémentaires contre l'Iran, tout en se montrant ouverte au dialogue. En février 2012, V. Poutine a mis en garde contre les conséquences « véritablement catastrophiques » d'une opération militaire contre Téhéran[19]. Le Kremlin tend à voir dans toute forme de pression occidentale sur le Moyen-Orient – politique ou

17. J. Brooke, « As Syria Unravels, Russia Tries to Bolster Future Position », *Voice of America*, 4 décembre 2012.
18. Les médias russes ont employé, pour parler des événements en cours, des termes évoquant un conflit croissant entre les civilisations. Voir par exemple « Dve nedeli stolknoveniâ cyvilizatsij », éditorial, *Nezavisimaya gazeta*, 24 septembre 2012 ; V. Myasnikov, « Bor'ba ideologiy smenilas' bor'boi relegiy i konfessiy za pederel mira », *Nezavisimoye voennoye obozreniye*, 28 septembre 2012.
19. V. Poutine, « Russia and the Changing World », *Moskovskiye novosti*, 27 février 2012.

économique – le prélude à une intervention militaire. La propension russe à anticiper le plus mauvais scénario possible renvoie à la tendance historique de l'Occident à employer la force – tendance qui explique que les sceptiques à l'égard de l'Ouest l'emportent au Kremlin sur les partisans de la coopération avec l'Occident.

D. Medvedev a pris un risque personnel en donnant à son ministre des Affaires étrangères l'instruction de s'abstenir lors du vote instituant une *no-fly zone*. Dès l'adoption de cette résolution proposée par les Occidentaux, des voix influentes se sont élevées en Russie pour la dénoncer, Poutine comparant même sa formulation à celle des « appels médiévaux à la croisade ». Medvedev a désavoué Poutine et rappelé l'ambassadeur russe en Libye après que celui-ci a critiqué la décision de Moscou[20]. Cependant, ainsi que l'avait prédit Poutine, les pays occidentaux se sont appuyés sur la résolution pour démettre Kadhafi. Medvedev a été contraint de remanier son gouvernement et, par la suite, il s'est montré critique à l'égard de ce qu'il considérait comme une façon d'outrepasser le mandat de l'Organisation des Nations unies (ONU) et s'est opposé, concernant la Syrie, à une résolution de type libyen. Expliquant sa position, le président s'est dit « convaincu qu'une bonne résolution [avait] été transformée en simple morceau de papier pour couvrir une opération militaire dépourvue de sens […]. Si mes confrères m'avaient demandé de m'abstenir de voter pour qu'ils puissent bombarder des cibles [en Libye], j'aurais certainement donné des instructions différentes aux fonctionnaires [russes] à l'ONU[21]. » Le coût politique de cette erreur a été lourd pour Medvedev. Pour certains analystes, le désaccord sur la Libye pourrait avoir contribué à la décision de Poutine de ne pas laisser Medvedev solliciter un deuxième mandat présidentiel[22].

Avec la crise syrienne, le ton s'est durci. La Russie a estimé que les pays occidentaux, enhardis par le succès du changement de régime libyen, se préparaient à une intervention militaire en Syrie. En réponse, Moscou a prôné le maintien des pressions sur le gouvernement et l'opposition, pour qu'ils négocient la constitution d'un gouvernement de transition ainsi que le prévoyait le communiqué de Genève adopté par consensus[23] le 30 juin 2012. Ce document postulait qu'une fois constitué, ce gouvernement de transition serait en mesure de préparer des élections et d'élaborer une nouvelle Constitution. Le communiqué, préparé par Kofi Annan,

20. « Former Russian Ambassador to Libya Chamov on Dismissal, Situation There, UN Vote », *Zavtra*, 30 mars 2011.
21. D. Astakhov, « Medvedev Opposes Libya-Style Resolution on Syria », *RIA Novosti*, 20 juin 2011.
22. G. Bryanski, « Russia Says Action on Syria, Iran May Go Nuclear », *Reuters*, 17 mai 2012.
23. Transcription de l'interview du ministre des Affaires étrangères S. Lavrov dans le « Charlie Rose Show », 26 septembre 2012, ministère des Affaires étrangères de Russie, *Mid.ru*.

a été signé par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, le secrétaire général de la Ligue arabe, les Premiers ministres du Qatar et du Koweït, le ministre des Affaires étrangères turc, le Haut Représentant de l'Union européenne (UE) et le secrétaire général des Nations unies. Lorsque plusieurs nations occidentales et des pays voisins de la Syrie ont évolué vers le soutien à l'opposition armée syrienne, Moscou a considéré qu'ils remettaient en cause l'accord antérieur[24] et favorisaient l'instabilité. Commentant les changements en cours au Moyen-Orient, V. Poutine a ainsi déclaré : « Nos partenaires ne savent pas s'arrêter. Ils ont déjà semé le chaos dans de nombreuses zones, et conduisent aujourd'hui la même politique dans d'autres pays comme la Syrie. […] Nous avons alerté sur le fait que la prudence était de mise et que ce serait une erreur de tenter d'imposer une solution par la force, sous peine de chaos. Or que voyons-nous aujourd'hui ? Le chaos[25]. »

Le Kremlin a souligné avec quelque ironie le fait que le soutien politique occidental aux manifestations pacifiques en Tunisie, en Égypte et au Yémen s'était transformé en assistance à la guerre civile en Libye et en Syrie, où l'Occident a agi de concert avec son ennemi mortel – Al-Qaida. Avec le soutien des Occidentaux, des pays comme l'Arabie Saoudite ou le Qatar ont fourni de l'argent et des armes légères à l'opposition syrienne, tout en lui refusant des armes plus lourdes comme des missiles portables[26]. Certains, en Occident ou au Moyen-Orient, ont plaidé pour la fourniture d'armes lourdes à l'opposition, alors que les médias rapportaient que l'afflux d'armes bénéficiait aux islamistes et aux combattants d'Al-Qaida en Syrie[27].

Un large soutien interne

Les réserves du Kremlin à l'égard de la stratégie de changement de régime au Moyen-Orient et sa plaidoirie en faveur de négociations ont rencontré un large soutien en Russie même. Même les critiques pro-occidentaux de V. Poutine ont vu d'un mauvais œil l'appui donné par les pays occidentaux à ce qu'ils voient comme une évolution islamiste radicale dans la région. Ils redoutent non seulement une perte d'influence de la Russie, mais aussi une possible escalade conduisant à une guerre avec l'Iran où pourraient être impliqués les États-Unis et Israël, avec pour conséquence une instabilité accrue à la périphérie russe[28]. Maksim Yousin, rédacteur en chef adjoint

24. V. Kostin, « Russia Says West Reneging on Syria Deal », *Reuters*, 15 août 2012.
25. « Putin Blames West for Global Chaos », *Russia Today*, 27 septembre 2012.
26. R.F. Worth, « Citing US Fears, Arab Allies Limit Syrian Rebel Aid », *The New York Times*, 6 octobre 2012.
27. D.E. Sanger, « Rebel Arms Flow Is Said to Benefit Jihadists in Syria », *The New York Times*, 14 octobre 2012.
28. G. Mirsky, « Tugoi uzel Bližnego Vostoka », *Nezavisimaya gazeta*, 17 février 2012 ; S. Markedonov, « Russia in the Islamic World », *The National Interest*, 27 juin 2012.

du département politique étrangère du journal libéral *Kommersant*, soulignait ainsi : « L'Occident, en considérant [les opposants syriens] comme des combattants de la liberté, ne comprend pas que ces gens sont des vampires suceurs de sang et que s'ils arrivent au pouvoir, les choses iront très mal, et pour les Américains aussi. […] Les Russes comprennent mieux la situation. Ils comprennent qu'il s'agit d'une guerre entre le monde civilisé et les kamikazes qui crient "Allahou akbar"[29] ! »

Les bouleversements au Moyen-Orient auront en tout cas incité les élites intellectuelles et politiques russes à préconiser au Kremlin une prise de distance accrue vis-à-vis de l'Occident. La thèse conspirationniste d'un soutien délibéré des États-Unis à Al-Qaida circule depuis le 11 septembre et continue à prospérer[30]. L'appui occidental aux islamistes et aux changements de régime au Moyen-Orient n'a pu qu'encourager les tenants d'une ligne dure dans le courant de l'eurasisme russe, pour qui l'interventionnisme de l'Occident traduit ses ambitions « civilisationnistes ». Les eurasistes estiment que l'engagement occidental entraînera une instabilité accrue au Moyen-Orient, en Afghanistan et en Asie centrale et prônent une alliance resserrée avec l'Iran, la Syrie et la Chine, qui permettrait à la Russie de se protéger contre les influences de l'Occident et de développer sa « mission civilisationnelle[31] ».

Une prise de distance accrue avec l'Occident

La stratégie russe peut-elle évoluer ?

Bénéficiant d'un large soutien interne, la stratégie russe au Moyen-Orient n'évoluera sans doute guère à horizon prévisible. Les libéraux, aussi bien que les nationalistes, sont convaincus que la politique occidentale, qui consiste à rechercher le changement de régime plutôt que le cessez-le-feu et les négociations, constitue une mauvaise gestion de la crise ouverte dans la région.

Consensus interne et soutien externe ne garantissent cependant pas le succès de la stratégie russe. La préférence accordée aux négociations n'a pas permis un règlement pacifique des crises en Yougoslavie dans les années 1990 ou, plus récemment, en Libye. L'opposition russe à la guerre en Irak n'a

29. J. Ioffe, « In Russia, Even Putin's Critics Are OK With His Syria Policy », *The New Republic*, 23 juillet 2012.
30. Concernant les théories du complot autour du 11 septembre, voir par exemple L. Ivashev, « Global'naya provokatsiâ », *Nezavisimaya gazeta*, 10 octobre 2001 ; A. Dugin (dir.), *Geopolitika terrora*, Moscou, Arktogeya tsentr, 2002.
31. G. Dzhemal, « Impact of US Withdrawal from Afghanistan », *Svobodnaya Pressa*, 8 janvier 2011 ; A. Kharin, « K voprovu o formirovaniyi tsyvilizatsionnogo prostranstava Rossiyi », *Vlast'*, n° 12, 2011; V. Khamrayev, A. Savenko et I. Nagornykh, « Izborski klub predlozhit al'ternativu liberalizmu », *Kommersant*, 10 septembre 2012.

pas eu d'effet sur la décision américaine de la mener. Et en Syrie, la guerre civile est sans doute allée trop loin pour qu'une solution pacifique reste possible. En outre, la position de Moscou n'est pas toujours cohérente et un doute subsiste quant à la livraison d'armes russes au régime syrien[32].

Si les Russes sont conscients que leur stratégie n'a pas permis d'atteindre les objectifs escomptés, ils restent persuadés qu'elle est moralement légitime à long terme. À propos de la crise syrienne, E. Primakov commentait : « La Russie adopte ce qu'on peut appeler la seule position juste dans cette situation. […] Certes, cette approche n'est pas nécessairement gagnante. Il me frappe que nous ne soyons pas attachés à récolter un bénéfice du conflit en cours à n'importe quel prix. Mais nous avons une approche moralement fondée, qui repose sur une double préoccupation : la vie et la sécurité de millions de personnes, et la stabilité future d'une région immense et stratégique[33]. »

Que le fatalisme d'E. Primakov s'avère fondé ou non, il est clair que le changement de régime n'apportera pas, en soi, la paix et la stabilité. Au contraire, comme l'ont montré les cas irakien et libyen, le changement de régime peut conduire à aggraver violence et instabilité. En cas de départ de B. el-Assad, le problème se posera là encore d'établir un ordre politique opérationnel dans le pays et la région – défi pour lequel le dialogue et la négociation demeurent des conditions indispensables.

MOTS CLÉS

Russie
Moyen-Orient
Occidentalisme
Islamisme

32. A.E. Kramer, « Russia Sending Missile Systems to Shield Syria », *The New York Times*, 15 juin 2012.
33. E. Primakov, « Iskhod protivoborstva mezhdu umerennymi islamistami i radicalami povliyyet na budushcheye ne tol'ko Blizhnego Vostoka, no i vsego ostal'nogo mira », *Rossiyskaya gazeta*, 8 août 2012.

Vente également en librairie et sur www.ladocumentationfrancaise.

Bulletin d'abonnement et bon de commande

À RETOURNER À LA DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE (DILA)
ADMINISTRATION DES VENTES DILA – 23 RUE D'ESTRÉES – CS 10733 – 75345 PARIS CEDEX 07
Suivi des commandes : Tél. : 01 40 15 69 96 – Télécopie : 01 40 15 70 01 – commande@dila.gouv.fr
Suivi des abonnements : Tél. : 01 40 15 68 60 – abonnements@dila.gouv.fr
Accueil commercial : 01 40 15 70 10

Je m'abonne à politique étrangère (pour 1 an)	Prix abonnement France TTC	Prix abonnement Europe* TTC	Prix abt DOM-TOM-CTOM et RP** HT	Prix abonnement Autres pays HT	Quantité	Total
❑ Institutions	120,00 €	150,00 €	145,00 €	155,00 €		
❑ Particuliers	75,00 €	115,00 €	115,00 €	115,00 €		
❑ Etudiants	69,00 €	71,00 €	70,00 €	70,00 €		
					Montant total	

* La TVA est à retrancher pour les pays n'appartenant pas à l'Union européenne et aux pays du Maghreb.
** RP (Régime particulier) : pays de la zone francophone de l'Afrique (hors Maghreb) et de l'océan Indien.

☐ Vous êtes une société, un organisme ☐ Vous êtes un particulier (cochez la case appropriée)

N° de client (Merci de remplir ce formulaire en capitales)

Raison sociale

Nom Prénom

Adresse

(bât, étage..)

Code postal Ville

Pays

Téléphone Courriel

Ci-joint mon règlement de ..... €

☐ Par chèque bancaire ou postal à l'ordre du comptable du B.A.P.O.I.A.-DF (B.A.P.O.I.A : Budget annexe publications officielles et informations administratives)

☐ Par mandat administratif (réservé aux administrations)

☐ Par carte bancaire N°

Date d'expiration N° de contrôle (indiquer les trois derniers chiffres situés au dos de votre carte bancaire, près de votre signature)

P 1996
02/2013

Date **Signature**

Informatique et libertés – Conformément à la loi du 6.1.1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant et les rectifier en écrivant au Pôle marketing opérationnel de la DILA. Ces informations sont nécessaires au traitement de votre commande et peuvent être transmises à des tiers, sauf si vous cochez ici ❑ * Tarifs valables jusqu'au 31décembre 2013.

PEFC 10-31-2190
IMPRIM'VERT
Imprimé par la DILA

politique étrangère

politique étrangère

est une revue de débats et d'analyses sur les grandes questions internationales : politiques, économiques ou de sécurité. Elle est la plus ancienne revue française dans ce domaine.

Son ambition est de proposer aux décideurs économiques ou politiques, et aux milieux académiques, des analyses approfondies de l'actualité internationale, des mises en perspective des grands débats en matière de relations internationales, et de constituer un instrument de référence pour le long terme.

Chaque numéro comporte au moins deux dossiers concernant un évènement ou une dimension du débat international, ainsi que plusieurs articles s'attachant à décrypter les questions d'actualité. *Politique étrangère* consacre en outre une large place à l'actualité des publications françaises et étrangères en matière de relations internationales.